



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ou-est-l-utopie>

Éditorial

Où est l'utopie ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 798 - mars 1982 -

Date de mise en ligne : lundi 12 janvier 2009

Date de parution : mars 1982

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

ON connaît l'objection rituelle des défenseurs de l'ordre établi - l'adresse de ceux qui le remettent en cause : l'irréalisme, Utopie ! Argument absurde mais qui trouble encore les esprits. Nous disons que l'accusation d'irréalisme doit être retournée contre ceux qui la profèrent. Nous posons la question : Où est donc l'Utopie ?

Du côté de ceux qui veulent changer l'organisation de la société et de la production parce qu'ils y voient la cause fondamentale des maux dont souffre l'humanité ou de ceux qui affirment que la société marchande est encore la mieux adaptée à la satisfaction de nos besoins ?

Disons tout d'abord que cet ordre établi - en fait le désordre établi - n'a pas toujours existé. La société marchande est la première de l'histoire à avoir lâché la bride aux appétits et aux rivalités des individus. Qu'elle ait eu des effets stimulants et bénéfiques si on la considère sur une courte période et du point de vue des minorités privilégiées, nous en sommes bien d'accord.

Mais le développement anarchique qu'elle a induit vient d'atteindre un seuil à partir duquel les résultats de l'activité économique sont inversés. D'ordinaire les effets négatifs de la production l'emportent sur les effets positifs, les coûts sociaux sur les gains individuels, les désutilités sur les utilités.

C'est ce renversement de tendance qu'exprime la crise actuelle qui va bien au-delà d'une crise conjoncturelle comme en a connu l'économie marchande dans le passé, crise sans issue, contrairement aux allégations des augures stipendiés et des politiciens de tous bords.

Jusqu'au début des années 70, la fuite en avant de la production et de la consommation, une expansion apparemment sans limites, semblaient garantir le fonctionnement régulier du marché mondial. Prospérité fallacieuse fondée sur le gaspillage effréné des ressources naturelles, l'exploitation du Tiersmonde, la manipulation des termes de l'échange. La formation dans les pays dominants, bénéficiaires de ce « racket » planétaire (le racket, stade suprême du capitalisme !) d'une immense classe parasitaire contribuait à la stabilisation de la société industrielle.

La crise énergétique des années 70, précède la crise générale des ressources, l'internationalisation du marché et des capitaux, le réajustement des termes de l'échange, l'accroissement des coûts de production, les innovations technologiques issues de l'informatique, autant de facteurs nouveaux qui allaient sonner le glas du système.

Les procédures institutionnelles mises en place depuis un demi-siècle pour bloquer la machine économique s'avèrent aujourd'hui inopérantes et contradictoires. Ce que l'on gagne au plan de l'activité, on le perd au plan de la monnaie. L'omission de solvabilités destinées à compenser l'insuffisance structurelle de la demande se traduit par l'inflation des prix qui annule la relance. Les politiques d'austérité financière, du type monétariste, ne donnent pas de meilleurs résultats. Quant aux investissements dans les technologies de pointe, s'ils améliorent la compétitivité des entreprises, c'est au détriment de l'emploi. Au plan global, les succès et les gains enregistrés par un partenaire ou un secteur correspondent à des reculs et à des pertes pour les autres.

Quelle que soit la façon dont on retourne le problème, le système est coincé. L'économie de marché est prise dans un réseau de noeuds coulants inextricable. Chaque effort pour se dégager d'un noeud contribue à resserrer les autres. Mais la contradiction principale est celle qui oppose la croissance exponentielle aux limites désormais tangibles de l'écosphère. L'exploitation forcée des ressources d'autant plus destructrice qu'elle est impulsée par la course aux armements, met en péril les cycles naturels et l'existence même de l'espèce humaine.

Dans ces conditions quels sont ceux qui ont les pieds sur terre ? Ceux qui, sans nier les difficultés de la reconversion, disent qu'il n'y a pas une minute à perdre pour renverser la vapeur, ou bien ceux qui continuent d'affirmer leur confiance dans l'état actuel des choses et pensent qu'il peut se perpétuer impunément ?

Croire que l'économie de marché pourra fonctionner encore longtemps sans blocage et sans catastrophe majeure est le comble de l'illusion. Les hommes déboussolés courent dans tous les sens à la recherche d'une issue. Mais tout indique qu'il n'y a pas de sortie de crise dans le cadre du système existant. Il y a 18 millions de chômeurs homologués dans les pays occidentaux fin 81 contre 15 millions en 1980,

soit une augmentation de l'ordre de 20 % en un an. A ce rythme, la France aura atteint les 3 millions de chômeurs avant 1985, malgré les exorcismes du Président Mitterrand. La situation est encore plus dramatique dans les pays sous-développés : le taux de progression est de 30 % au bas mot, alors que le tiers de la population active est déjà hors-circuit et s'entasse dans les bidonvilles.

Il n'y a aucune perspective d'amélioration. Bien au contraire, l'explosion démographique, l'augmentation des dépenses improductives, l'exacerbation de la concurrence, l'introduction des nouvelles technologies font prévoir une aggravation galopante du chômage aussi bien dans les pays dominants que dans ceux voués à la sous-traitance.

Parallèlement, l'endettement des pays satellites « sous perfusion » atteint des hauteurs vertigineuses. Il se chiffre par centaines de milliards de dollars. Le Brésil, l'Argentine, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine travaillent en priorité pour l'exportation afin de rembourser leurs dettes. Submergés par les déficits, ils contractent de nouveaux emprunts pour payer les intérêts des emprunts antérieurs. Il faut beaucoup d'optimisme pour penser que cet échafaudage de cartes de crédit ne va pas finir pas s'effondrer, et avec lui le commerce international.

Cependant la menace essentielle est ailleurs. De même qu'un train peut en cacher un autre, la crise économique actuelle s'enfonce le monde en dissimule une autre beaucoup plus grave à terme, la crise écologique.

L'ineptie de notre civilisation industrielle n'a jamais été démontrée de façon aussi convaincante que dans une récente étude sur le système alimentaire américain réalisée par un groupe d'agronomes et publiée à Washington en novembre 81 (1). On y apprend que pour chaque calorie alimentaire consommée par les Américains, il a fallu dépenser 1 000 calories d'énergie, une énergie constituée pour moitié de pétrole. Si le monde entier, dit le rapport, devait se nourrir à la manière des Américains, les réserves mondiales de pétrole seraient épuisées en l'espace de 13 ans. Mais le bilan est encore plus alarmant si l'on prend en compte les dégâts subis par la base productive, c'est-à-dire la terre. Le rapport évalue à 6 milliards de tonnes la terre arable perdue chaque année à cause de l'érosion provoquée par l'exploitation intensive des sols (monoculture, mécanisation, emploi massif d'engrais artificiels) et aussi en raison du développement des constructions et des réseaux de communication. La marée de béton engloutit 171 hectares à l'heure. Si l'on y ajoute les pertes causées par l'érosion, on arrive à un total de 63 km² mangés chaque jour, soit 23 000 km² par an, ce qui représente la superficie de 3 à 4 départements français. Les auteurs de l'enquête sont fondés à conclure que le système agricole américain, caractérisé de performances spectaculaires, est en réalité « un des plus destructifs de tous les temps ». Nous sommes en train de détruire la base productive sur laquelle se fonde notre « alimentation ». Une autre spécialiste des questions agricoles, Susan Georges, aboutit à des conclusions analogues. Elle prévoit que la crise alimentaire mondiale sera le problème numéro un de la prochaine décennie.

LES YEUX OUVERTS

La plupart des économistes et des politiciens ont choisi d'escamoter ces paramètres irrécusables de notre système de production. Et ils osent taxer d'illusionisme ceux qui dénoncent leur incurie et leur aveuglement. Qu'ils craignent la colère des peuples quand les yeux s'ouvriront ! « Les Yeux Ouverts » (2), c'est précisément le titre du dernier livre de Marguerite Yourcenar. J'en extrais ce passage, cent fois plus éclairant que les ouvrages pesants des Diafoirus de l'économie : « Quand je pénètre la pièce (M. Yourcenar fait elle-même son Pain), je pense aux gens qui ont fait Pousser le blé, aux profiteurs qui en ont fait monter artificiellement le prix aux technocrates qui en ont ruiné la qualité - non que les techniques récentes soient nécessairement un mal - mais parce qu'elles se sont mises au service de l'avidité qui en est un... ». Celle qui pourrait bien être la Mère Sagesse du monde occidental, désigne la plaie purulente de notre société : « ...la monstrueuse exploitation de la science en faveur de l'avidité et de la violence ».

Comment ne pas souscrire à sa mise en garde et à ses vues : « Les dangers qui nous menacent sont immédiats, physiques et réduisent à presque rien les conflits idéologiques. Si l'homme survit, ce

qui n'est pas sûr, on pourrait rêver d'une société post-industrielle, c'est-à-dire n'utilisant plus des techniques que le minimum indispensable, société post-capitaliste mais aussi post-communiste. » Marguerite Yourcenar a raison. Il faut rêver. Mais il y a deux sortes d'utopies : les utopies créatrices, novatrices et les utopies passivistes et dogmatiques, caractérisées par l'impuissance à sortir des sentiers battus, des schémas sclérosés. Or le monde est à un tournant où¹ il a un urgent besoin des premières pour s'adapter aux nouveaux défis, pour définir de nouvelles normes, pour survivre. Nous sommes résolument du côté des partisans de l'imagination créatrice, de Bergson, de Teilhard de Chardin, d'Edgar Morin d'Ernst Bloch, de Marcuse, de Mannheim, ce philosophe des années 20, en rupture avec le marxisme, qui attribuait le rôle historique décisif à une minorité transcendant les classes sociales, « l'Intelligence sans attaches »

Nos positions ne sont plus isolées. Un article publié dans le N° de novembre des « Temps Modernes » sous la signature de Paul Vidonne s'intitule « Crise de la socialisation marchande ». Sans nous étendre, disons qu'il se situe sur la même longueur d'ondes que nos analyses, comme le montre cet extrait : « La crise actuelle n'est ni une simple crise d'ajustement comme pouvaient l'être les crises du XIXe siècle, ni une crise du mode de régulation de l'économie comme l'a été la grande crise de l'après-guerre : il s'agit, selon nous, du début d'une crise de la forme marchande elle-même, due à l'incapacité de la socialisation marchande de continuer d'assurer le fonctionnement social. »

Il semble bien que le diagnostic de P. Vidonne, comme celui de Marguerite Yourcenar, aille au fond des choses.

(1) Lire à ce sujet l'article de Robert Solé dans le « Monde » du 13-12-81.

(2) N.D.L.R. - C'était aussi le titre du dernier livre de J. Duboin, publié une trentaine d'années avant celui de M. Yourcenar.